

Comité du programme et budget

Quarantième session
Genève, 15 – 19 juin 2026

TRANSFERT A L'OMPI D'OBLIGATIONS AU TITRE DE LA CAISSE DE RETRAITE FERMEE (CROMPI)

Document établi par le Secrétariat

CONTEXTE

1. Les Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI), prédécesseurs de l'OMPI, disposaient de leur propre caisse de retraite, dont la gestion avait été confiée à une fondation suisse inscrite au registre du commerce en janvier 1956.
2. Après la création de l'OMPI en 1967, puis l'acquisition de son statut d'institution spécialisée des Nations Unies en 1974, tous ses fonctionnaires ont acquis la qualité de participants à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU). De ce fait, la Caisse de retraite de l'OMPI a été "fermée" à compter du 1^{er} octobre 1975 (c'est-à-dire qu'aucun nouveau participant ne pouvait y être admis), mais n'a pas été dissoute (Caisse de retraite fermée de l'OMPI ou CROMPI¹).
3. En 1977, un accord a été conclu entre l'OMPI, la CCPPNU et la Fondation de la CROMPI, en vertu duquel cette dernière était chargée de verser un complément de pension de retraite correspondant à la différence entre la pension versée par la CCPPNU et la pension telle que calculée selon les règles de la Caisse de retraite fermée de l'OMPI. Quelque 3 millions de francs suisses ont été versés à la Fondation afin de lui permettre de couvrir ses obligations.
4. La CROMPI verse donc, depuis 1975, un complément de pension de retraite à ses membres, c'est-à-dire aux anciens fonctionnaires de l'OMPI, ainsi qu'à leurs survivants. Ces

¹ Cet acronyme correspond au nom de la caisse de retraite en français : "Caisse de retraite fermée de l'OMPI".

compléments de pension de retraite correspondent à 85% de la différence entre la pension versée par la CCPNU et celle qui aurait été versée par la CROMPI.

5. Au début des années 1990, la Caisse de retraite fermée a commencé à connaître des difficultés financières. Pour y remédier, le Conseil de fondation a mis en place des mesures d'assainissement. Cependant, au début de l'année 2005, la situation financière de la CROMPI s'était détériorée à un point tel que le Conseil de fondation a décidé d'adopter de nouvelles mesures d'assainissement visant à réduire les prestations de retraite de ses membres.

6. En août 2005, deux fonctionnaires de l'OMPI ont demandé au Directeur général de garantir leurs "droits acquis" et de corriger les décisions prises en 2005 par le Conseil de fondation. En septembre 2005, le Directeur général a rejeté cette demande au motif que la Caisse de retraite fermée était une fondation de droit suisse, régie par ses propres statuts et par le code civil suisse, qu'elle avait une personnalité juridique indépendante de celle de l'OMPI, et que, à sa connaissance, cette dernière ne s'était jamais engagée à garantir les obligations de la Caisse.

7. Le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail (TAOIT ou Tribunal) a été saisi et a rendu le jugement n° 2583 (2007). Dans son jugement, le Tribunal a donné raison aux requérants, soulignant en substance que l'OMPI demeurerait responsable des mesures d'assainissement adoptées en 2005, lesquelles avaient entraîné un traitement moins favorable des requérants. En conséquence, l'OMPI a dû verser aux membres de la Caisse de retraite fermée les montants auxquels ils auraient eu droit si les mesures correctives appliquées en 2005 n'avaient pas été mises en œuvre.

ÉPUISEMENT DES RESSOURCES FINANCIERES ET DISSOLUTION DE LA CROMPI

8. Les actifs de la CROMPI devraient désormais être insuffisants pour couvrir ses obligations d'ici la fin de l'année 2026 ou le début de l'année 2027, dans l'attente de l'audit annuel de ses comptes (prévu pour juin 2026). Si cette prévision se confirme, la Fondation sera dissoute conformément au droit suisse, à la suite d'une décision de l'autorité de surveillance compétente, l'Autorité cantonale de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance (ASFIP).

BASE JURIDIQUE DU TRANSFERT DES OBLIGATIONS DE LA CROMPI A L'OMPI

9. Conformément au jugement n° 2583 (2007) du Tribunal administratif de l'OIT et dans le respect des engagements pris par l'ancien Directeur général, après la dissolution de la Fondation, l'OMPI continuera d'assumer sa responsabilité quant au versement d'un complément de pension de retraite jusqu'à l'extinction des droits de tous les bénéficiaires.

INCIDENCES FINANCIERES ET EN MATIERE DE GOUVERNANCE

10. L'OMPI contribue déjà de manière significative au versement d'un complément de pension de retraite aux bénéficiaires de la CROMPI, couvrant actuellement environ 75% des montants dus (soit un montant annuel d'environ 283 000 francs suisses en 2025). Ces montants sont inscrits au programme de travail et budget de l'OMPI.

11. À la suite de la dissolution de la Fondation, l'OMPI assumera l'entière responsabilité du financement et de la gestion de tous les versements de compléments de pension de retraite. Cette mesure devrait entraîner un coût annuel supplémentaire d'environ 96 000 francs suisses. Compte tenu du nombre restreint de bénéficiaires (actuellement 48, dont l'âge moyen est de 83,5 ans) et de la nature fermée du régime, l'impact financier global pour l'OMPI est limité et diminuera progressivement au fil du temps. Le passif net total estimé s'élevait à 2 millions de francs suisses à la fin de 2025, comme indiqué dans les états financiers annuels de l'OMPI.

12. Afin de garantir la continuité, le versement du complément de pension de retraite sera régi par un ensemble de règles internes de l'OMPI, qui entreront en vigueur dès la dissolution de la Fondation. Ces règles figurent à l'annexe du présent document. Afin de préserver les droits des bénéficiaires et d'assurer une transition fluide, ces règles reprennent les dispositions existantes des règlements de la CROMPI relatives au calcul et au versement d'un complément de pension de retraite, sans modification de fond.

13. Un comité interne de l'OMPI, composé de trois représentants de l'OMPI et de deux représentants des bénéficiaires, supervisera la mise en œuvre et l'administration de ces règles (voir la règle 13.2).

14. Le Comité du programme et budget (PBC) a recommandé aux assemblées des États membres de l'OMPI, chacune pour ce qui la concerne, de prendre note du document intitulé "Transfert à l'OMPI d'obligations au titre de la Caisse de retraite fermée (CROMPI)" (document WO/PBC/40/14).

[L'annexe suit]

RÈGLES DE L'OMPI

**CONCERNANT LE PAIEMENT DES COMPLÉMENTS DE PENSIONS DE RETRAITE ET DES
COMPLÉMENTS DE PRESTATIONS EN CAS DE DÉCÈS PRÉCÉDEMMENT ADMINISTRÉ
PAR LA CAISSE DE RETRAITE (FERMÉE) DE L'OMPI**

Préambule

Les présentes Règles établissent les modalités selon lesquelles les compléments de pensions de retraite, d'allocations pour enfants, et de prestations en cas de décès sont payés dans leur intégralité par l'OMPI à compter de la date de dissolution de la Caisse de retraite fermée de l'OMPI (ci-après "Caisse fermée")².

Les Statuts et Règlements de la Caisse fermée en vigueur au 30 juin 2005 seront, lorsque nécessaire, utilisés pour l'interprétation des présentes Règles.

Règle 1 – Définitions

Aux fins des présentes Règles, on entend par :

- 1) **Bénéficiaires** : les personnes qui bénéficiaient, ou qui pouvaient bénéficier, d'un complément de pension de retraite, d'un complément de rente de veuve ou d'un complément de rente d'orphelin au moment de la dissolution de la Caisse fermée, et les personnes en faveur desquelles le décès d'un bénéficiaire ouvre droit au bénéfice de l'un de ces compléments aux termes des présentes Règles.
- 2) **CCPPNU** : la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.
- 3) **Traitement assuré** : le traitement soumis à retenue pour pension exprimé en franc suisse à la date de la cessation de service du bénéficiaire anciennement employé par l'OMPI.

Règle 2 – Complément de pensions de retraite et complément de prestations en cas de décès

- 1) Les compléments qui font l'objet des présentes Règles sont :
 - i) les compléments de pensions de retraite (Règle 4);
 - ii) les compléments de prestations en cas de décès (Règle 5);
- 2) Tout complément auquel un bénéficiaire a droit est égal à quatre-vingt-cinq pour cent (85%) de la différence entre le montant qui lui est versé par la CCPPNU et le montant qu'il aurait obtenu selon le calcul prévu par les présentes Règles, chaque fois que le premier montant est inférieur au second.

Règle 3 – Temps pris en compte

Aux fins de la Règle 4.1, le temps pris en compte pour le calcul des pensions de retraite est le temps écoulé entre la date du début de la période pour laquelle des cotisations ont été payées pour le compte de l'intéressé et la date de la cessation de service ainsi que, le cas échéant, le temps racheté. Le temps pris en compte est calculé en années et en mois, toute fraction de plus de quinze jours comptant pour un mois entier. Pour le calcul des pensions de retraite,

² La dissolution de la Caisse fermée a été prononcée par l'Autorité cantonale de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance (ASFIP), à la demande du Conseil de fondation, au motif que la fortune de la Fondation ne lui permettait pas d'atteindre son but. L'engagement de l'OMPI à verser directement aux bénéficiaires les compléments concernés résulte du jugement n° 2583 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, ainsi que du courrier du Directeur général de l'OMPI du 20 décembre 2017 adressé au Président du Conseil de fondation de la Caisse fermée.

chaque mois donne droit à un douzième du pourcentage prévu par année de temps pris en compte.

Règle 4 – Compléments de pensions de retraite

Le bénéficiaire d'un complément de pension de retraite au moment de la dissolution de la Caisse fermée a droit au paiement de ce complément dans les conditions prévues par la Règle 2.2.

Règle 4.1 – Calcul des pensions de retraite

- 1) La pension de retraite est égale à trente pour cent (30%) du traitement assuré du bénéficiaire au moment de sa cessation de service, plus un complément de un pour cent (1%) dudit traitement par année prise en compte jusqu'à la trentième, et de deux pour cent (2%) dudit traitement par année prise en compte à partir de la trente et unième. En tout état de cause, la pension de retraite ne peut pas être supérieure à soixante-dix pour cent (70%) dudit traitement assuré.
- 2)
 - a) La pension de retraite ne peut pas non plus être supérieure au montant du dernier traitement net. Ce montant est réduit *pro rata temporis* lorsque le temps pris en compte conformément à la Règle 3 est inférieur à trente années.
 - b) Aux fins de l'alinéa 2), lettre a), ci-dessus, on entend par traitement net :
 - i) pour les bénéficiaires qui relevaient des catégories professionnelle et supérieures, le traitement net spécifié à l'article 3.1 du Statut et Règlement du personnel de l'OMPI plus l'indemnité de poste au taux en vigueur à Genève plus toute indemnité personnelle éventuelle, à l'exception de l'indemnité spéciale de fonctions visée à l'article 3.11 du Statut et Règlement du personnel de l'OMPI, moins les cotisations versées par le bénéficiaire à la CCPPNU;
 - ii) pour les bénéficiaires qui relevaient de la catégorie des services généraux, le traitement net spécifié à l'article 3.1 du Statut et Règlement du personnel de l'OMPI plus toute indemnité, allocation ou prime soumise à retenue pour pension ainsi que toute indemnité personnelle éventuelle, à l'exception de l'indemnité spéciale de fonctions visée à l'article 3.11 du Statut et Règlement du personnel de l'OMPI, moins les cotisations versées par le bénéficiaire à la CCPPNU.
 - c) Aux fins de l'alinéa 2), lettre a) ci-dessus, on entend par dernier traitement net le traitement net, tel qu'il est défini à l'alinéa 2), lettre b), ci-dessus, au moment de la cessation de service, ajusté par la suite périodiquement au coût de la vie conformément à la Règle 2, alinéa 3).

Règle 4.2 – Allocations pour enfants

Si le bénéficiaire d'un complément de pension de retraite a un ou plusieurs enfants, son complément est augmenté, pour chaque enfant, d'une somme équivalente au montant de l'allocation pour enfant fixée par le Statut et Règlement du personnel de l'OMPI, à condition que l'enfant soit né ou ait été conçu avant la date de la cessation de service, qu'il ne soit pas marié et qu'il soit dans l'incapacité, du fait d'une maladie ou d'un accident survenu avant la date de la cessation de service du bénéficiaire, d'occuper un emploi rémunéré lui permettant de subvenir à ses besoins

Règle 5 – Compléments de prestations en cas de décès

Les survivants du bénéficiaire d'un complément de pension de retraite ont droit à un complément de rente de veuve ou à un complément de rente d'orphelin, selon le cas, dans les conditions prévues par la Règle 2.2.

Règle 5.1 – Calcul de rentes de veuve

- 1)
 - a) La veuve a droit à une rente égale à trente pour cent (30%) du traitement assuré du défunt.
 - b) Dans le cas où le défunt était au bénéfice d'une pension de retraite, au sens de la Règle 4, supérieure à soixante pour cent (60%) du traitement assuré, la rente de veuve est égale à cinquante pour cent (50%) de cette pension.
 - c) Nonobstant l'alinéa 1), lettres a) et b), ci-dessus, la rente de veuve ne peut être supérieure à cinquante pour cent (50%) du dernier traitement net, tel qu'il est défini à la Règle 4.1, alinéa 2), lettre c), du défunt.
- 2) Toutefois, si l'âge de la veuve est inférieur de plus de 15 ans à celui du défunt, la rente prévue à l'alinéa 1) ci-dessus est réduite de deux pour cent (2%) pour chaque année complète de différence d'âge en sus de la quinzième; cette réduction diminue de deux pour cent (2%) pour chaque année complète de mariage en sus des cinq premières.
- 3) En cas de remariage, la rente de veuve cesse, mais la veuve reçoit, au moment du nouveau mariage, une somme égale au double du montant annuel de cette rente.
- 4) Le droit à la rente de veuve n'existe pas si le mariage a été conclu après la cessation de service.

Règle 5.2 – Calcul de rentes d'orphelins

- 1) Un orphelin a droit à une rente à condition qu'il soit né ou ait été conçu avant la date de la cessation de service du défunt ou de la défunte, qu'il ne soit pas marié et qu'il soit dans l'incapacité, du fait d'une maladie ou d'un accident survenu avant la date de la cessation de service du défunt ou de la défunte, d'occuper un emploi rémunéré lui permettant de subvenir à ses besoins.
- 2)
 - a) La rente est égale, pour chaque orphelin, à un montant équivalent à dix pour cent (10%) du traitement assuré du défunt ou de la défunte.
 - b) Toutefois, si le père et la mère sont décédés ou si le parent survivant est une veuve qui n'a pas droit à une rente de veuve en vertu de la Règle 5.1, les rentes d'orphelins sont doublées.

Règle 6 – Ajustement au coût de la vie

Les pensions de retraite, allocations pour enfants, rentes de veuve et rentes d'orphelin visées dans les présentes Règles sont ajustées, le 1^{er} avril de chaque année, en appliquant le taux d'ajustement au coût de la vie publié pour la Suisse par la CCPNU.

Règle 7 – Prestations de la CCPNU

- 1) Si les prestations versées par la CCPNU à un bénéficiaire le sont en une monnaie autre que le franc suisse, elles sont, aux fins de l'application des présentes Règles, converties en francs suisses par l'OMPI aux taux de change pratiqués par la CCPNU.
- 2) Lorsqu'il y a eu conversion en capital d'une partie de la pension de retraite versée par la CCPNU, ledit complément est calculé sur la base de la pension non réduite.
- 3) Les prestations de la CCPNU sont ajustées au coût de la vie selon un système comportant une double filière, la filière du dollar et la filière de la monnaie du pays de résidence du bénéficiaire. Si le bénéficiaire a choisi la filière de la monnaie du pays de résidence, le complément de pension de retraite visé à la Règle 4 ci-dessus est calculé compte tenu du montant de la prestation résultant de cette filière. Si le bénéficiaire a choisi la filière du dollar, le complément est calculé compte tenu du montant de la prestation la plus élevée résultant de l'une ou l'autre filière. Si le bénéficiaire ne fournit pas une preuve officielle de résidence, il est censé résider en Suisse.

Règle 8 – Obligation de reddition

- 1) L'OMPI étudie chaque mois si les sommes versées par la CCPNU à chaque bénéficiaire sont inférieures aux montants résultant des présentes Règles et procède au versement du complément, le cas échéant. Les montants des compléments et les calculs y afférents sont communiqués, chaque trimestre, pour ce qui le concerne, à chaque bénéficiaire, qui peut en tout temps demander des informations complémentaires.
- 2) Il est fait annuellement rapport à ce sujet aux États membres de l'OMPI.

Règle 9 – Exigibilité des prestations

Les compléments sont exigibles dès la réalisation de l'événement donnant droit auxdits compléments.

Règle 10 – Incessibilité des droits

Les droits conférés par les présentes Règles sont incessibles. Toute cession ou mise en gage de ces droits est nulle et non avenue.

Règle 11 – Unité monétaire

Les prestations sont calculées et acquittées en francs suisses.

Règle 12 – Prescription du droit à prestation et recouvrement de l'indu

- 1) Tout droit à un complément résultant des présentes Règles se prescrit par deux ans à partir de la date à laquelle le bénéficiaire pouvait prétendre au paiement.
- 2) L'OMPI est en droit de recouvrer intégralement tout paiement qui n'était pas dû. Toutefois, à l'exception des cas où l'indu découle de la présentation d'informations

erronées ou frauduleuses par le bénéficiaire, le droit de l'OMPI de recouvrer l'indu se prescrit par deux ans après que le versement indu a été effectué.

Règle 13 – Comité de suivi des compléments de pensions

Règle 13.1 Mandat

Il est créé au sein de l'OMPI un Comité chargé du suivi et de la mise en œuvre des présentes Règles (ci-après "Comité"). Le Comité règle toute question d'intérêt général ou individuel concernant l'administration et le versement des compléments dus en vertu des présentes Règles.

Règle 13.2 Composition

- 1) Le Comité se compose comme suit :
 - i) Trois membres (y compris un Président et un secrétaire) désignés par le Directeur général de l'OMPI parmi les fonctionnaires en service de l'OMPI; et
 - ii) Deux représentants des bénéficiaires, désignés conformément à la Règle 13.3.
- 2) Le Comité établit ses règles de procédure relatives notamment à la fréquence et au mode de ses réunions (présentiel, virtuel ou hybride). Le Comité peut être convoqué sur demande de l'un de ses membres.

Règle 13.3 Représentants des bénéficiaires

- 1) Les bénéficiaires sont représentés auprès du Comité par deux représentants désignés pour une durée de deux ans par le Conseil de fondation de la Caisse fermée avant sa dissolution. Au plus tard deux mois avant l'expiration de leur mandat, lesdits représentants, après consultation des bénéficiaires, confirment au Comité le renouvellement de leur mandat pour une durée supplémentaire de deux ans ou, le cas échéant, désignent leur successeur respectif, à défaut de quoi l'OMPI procède elle-même à cette désignation.
- 2) Les représentants sont rémunérés pour l'exercice de leur rôle en fonction du temps qu'ils y ont consacré, sous réserve d'un plafond annuel fixé par le Comité après consultation desdits représentants. La rémunération totale allouée par le Comité est répartie entre les deux représentants, au prorata du temps effectivement consacré par chacun d'eux, dans la limite du plafond annuel fixé par le Comité. La rémunération correspond à celle du traitement net plus l'indemnité de poste du grade P5, échelon 5, au taux en vigueur à Genève au mois de décembre de l'année considérée, calculée au prorata.
- 3) Les représentants reçoivent tous deux le remboursement des frais afférents à leur participation aux réunions du Comité (frais de voyage, logement et repas), dans une mesure raisonnable et sur présentation des justificatifs requis.

Règle 14 – Modifications

Sur recommandation du Comité visé à la Règle 13 ou après consultation de celui-ci, les présentes Règles peuvent être modifiées par le Directeur général. Toutefois, aucune modification ne peut avoir pour effet de diminuer le montant des compléments dus par l'OMPI

aux bénéficiaires, ni de limiter les droits acquis de ces derniers tels que prévus par les présentes Règles au moment de leur entrée en vigueur. Toute modification fait l'objet d'une notification aux bénéficiaires.

Règle 15 – Règlement des différends

Tout bénéficiaire qui s'estime lésé par une décision administrative relative aux prestations objets des présentes Règles peut recourir aux voies informelles et formelles de règlement des différends prévues par le Statut et Règlement du personnel de l'OMPI.

Règle 16 – Langues

Les présentes règles sont établies en langue française, laquelle fait foi. Toute traduction dans une autre langue est fournie à titre informatif uniquement.

Règle 17 – Entrée en vigueur

Les présentes Règles entrent en vigueur à la date de la dissolution de la Caisse fermée.

[Fin de l'annexe et du document]